

ANRAS

3 Chemin du Chêne Vert
31130 FLOURENS

Rapport du Commissaire aux comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le : 31 Décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'ANRAS

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ANRAS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

La note 1.2.2 de l'annexe aux comptes annuels informe de l'application du dispositif du Ségur suite à l'accord du 4 juin 2024 à compter de janvier 2024. Cette nouvelle mesure n'a pas été notifiée ni financée par les conseillers départementaux en 2024. Toutefois les établissements sous autorité de tarification de l'ARS ont été financés.

L'association a comptabilisé une créance à hauteur du SEGUR non notifié par les conseils départementaux pour un montant de 1189 k€. Cette créance n'a pas fait l'objet de dépréciation dans les comptes annuels compte tenu du caractère incertain de son recouvrement et en l'absence d'information des autorités de financement à ce sujet.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » de l'annexe au présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposé dans la note annexe des comptes annuels :

- L'affectation des résultats des activités sous gestion contrôlée et hors cadre d'un CPOM a un caractère provisoire dans l'attente de l'arrêté définitif par les autorités de contrôle.
- Les comptes annuels enregistrent un remboursement de dotation globale de financement au conseil départemental de la Haute-Garonne sur le dispositif USU 31 pour un montant de 1 394 k€

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve » nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

La note 2 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes annuels.

Le financement des activités de l'Association résulte essentiellement de conventionnements avec des institutions publiques. Ces contributions financières sont allouées sur la base de budgets présentés et acceptés par les autorités administratives de contrôle. Les résultats de cette gestion sous contrôle des tiers financeurs sont individualisés et reportés sur les exercices suivants en instance d'affectation pour les établissements hors convention CPOM, conformément aux dispositions du plan comptable des associations et Fondations auquel il est fait référence dans les règles et méthodes comptables de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Immobilisations et amortissements

La note 3.1 de l'Annexe aux comptes annuels reprend le tableau détaillé des immobilisations et des amortissements. Nous avons apprécié les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des immobilisations ainsi que les durées d'amortissements retenues.

Provisions pour risques et charges

La note 3.6 et 3.7 de l'annexe aux comptes annuels expose le détail des provisions règlementées et pour risques et charges. Nous nous sommes assurés de leur justification et de leur évaluation à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'Association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre
Une description détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Le 14 juin 2025

Pour SOGIREX

Christophe SANTIAGO

Commissaire Aux Comptes



ANNEXE

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ANRAS

Association sans but lucratif déclarée le
31 mars 1972
à la Préfecture de TOULOUSE

Siège Social :

3 Chemin du Chêne Vert
31130 FLOURENS

ETATS FINANCIERS

Année 2024

SOMMAIRE

Etats de synthèse

Bilan	3-4
Compte de résultat	5-6

Annexe

1-Faits majeurs	7 à 9
2-Principes, règles et méthodes comptables	10 à 12
3-Principes comptables spécifiques	13 à 23
4-Autres informations	24-25
5-Bilan Financier	26

Bilan Actif	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 2024	Net au 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	100 444	100 443	1	1
Frais de recherche et de développement			-	
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	355 359	341 927	13 432	15 210
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	6 783 964	334 154	6 449 810	5 796 864
Constructions	127 960 021	76 318 116	51 641 904	49 621 675
Installations techniques, matériels et outillages industriels	14 473 832	11 574 402	2 899 430	2 641 020
Autres immobilisations corporelles	17 216 707	14 181 222	3 035 485	2 879 657
Immobilisations corporelles en cours	830 319		830 319	3 931 833
Avances et acomptes			-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	278 876		278 876	278 860
Créances rattachées aux participations	86 030		86 030	108 710
Prêts	194 395		194 395	195 095
Autres immobilisations financières	469 155		469 155	432 440
Total I	168 749 101	102 850 265	65 898 836	65 901 365
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	81 909		81 909	29 158
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	14 532 606	61 610	14 470 996	12 657 773
Autres créances	2 997 520		2 997 520	1 420 802
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie	5 426 575		5 426 575	6 495 130
Disponibilités (a)	18 216 748		18 216 748	23 360 658
Charges constatées d'avance	393 603		393 603	381 484
Total II	41 648 962	61 610	41 587 352	44 345 005
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	210 398 063	102 911 875	107 486 188	110 246 370
(a) dont trésorerie comptes majeurs protégés			18 182 856	17 588 859

Bilan Passif	2024	2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	4 907 507	4 907 507
Première situation nette établie		
Autres fonds propres	4 907 507	4 907 507
Fonds propres avec droit de reprise	10 561	10 561
Fonds statutaires		
Autres fonds propres	10 561	10 561
Ecarts de réévaluation		
Réserves	31 732 149	31 317 580
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>30 945 466</i>	<i>30 845 170</i>
Excédents et Réserves affectés à l'investissement	16 035 990	15 931 883
Réserve de trésorerie	3 545 331	3 545 331
Réserve de compensation des déficits et charges d'amortissements	11 364 146	11 367 956
<i>Dont autres réserves</i>	<i>786 683</i>	<i>472 410</i>
Report à nouveau	- 19 252 128	- 18 178 550
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 18 825 173</i>	<i>- 18 191 676</i>
<i>Dont reprise résultats antérieurs</i>	<i>725 611</i>	<i>538 142</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	- 4 043 216	- 533 516
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 3 716 838</i>	<i>340 674</i>
Situation nette (sous-total)	13 354 872	17 523 582
Subventions d'investissement	3 367 961	3 244 188
Provisions réglementées	4 179 785	4 160 200
Total I	20 902 618	24 927 971
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	1 081 761	1 032 807
Fonds dédiés à l'investissement	5 741 977	5 760 082
Total II	6 823 739	6 792 889
PROVISIONS		
Provisions pour risques	162 422	373 794
Provisions pour charges	1 842 672	2 151 556
Total III	2 005 094	2 525 350
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (3)	31 781 860	32 435 138
Emprunts et dettes financières diverses	1 111 510	1 068 834
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	2 424	2 302
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 675 827	5 200 119
Dettes fiscales et sociales	19 415 893	17 828 226
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	640 827	858 553
Autres dettes	18 677 238	18 255 998
Produits constatés d'avance	449 159	350 992
Total IV (1)	77 754 737	76 000 161
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	107 486 188	110 246 370
(1) Dont à plus d'un an (a)	29 231 327	29 774 046
Dont à moins d'un an (a)	48 520 987	46 223 814
(2) Dont fonds hébergés tutelles	18 182 856	17 588 859
(3) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		

Compte de résultat

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	840	960
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	3 928 836	3 953 142
<i>Dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>3 928 836</i>	<i>3 953 142</i>
Production stockée	0	0
Produits de tiers financeurs	176 522 153	169 005 838
Concours publics et subventions d'exploitation	174 782 334	166 722 192
<i>Dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>174 782 334</i>	<i>166 722 192</i>
Subventions	1 739 819	2 283 646
Ressources liées à la générosité du public		
Contribution financières		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	998 258	792 944
Utilisation des fonds dédiés	526 722	924 526
Autres produits (a) (b)	3 639 654	2 879 785
Total I	185 616 463	177 557 195
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats	15 993 637	15 167 386
Services extérieurs (a)	33 660 548	33 607 086
Impôts, taxes et versements assimilés	10 692 832	10 178 491
Salaires et traitements	85 070 082	79 331 114
Charges sociales	33 150 704	29 154 817
Autres charges de personnel	1 363 661	3 157 259
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 057 528	5 810 608
Dotations aux provisions	343 689	518 206
Reports en fonds dédiés	849 031	853 271
Autres charges (b)	902 919	690 477
Total II	188 084 632	178 468 713
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-2 468 169	-911 517

(a) dont 3188 k€ de frais de remboursement personnel anras détaché neutralisé

(b) dont 3229 k€ de frais de siège neutralisé

Compte de résultat

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	68 195	43 249
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	68 195	43 249
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	620 735	601 181
Autres charges financières		
Total IV	620 735	601 181
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-552 540	-557 932
3. RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-3 020 708	-1 469 449
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	324 862	433 693
Sur opérations en capital	306 300	437 444
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	349 839	710 334
Total V	981 002	1 581 472
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 883 613	507 421
Sur opérations en capital	30 741	122 317
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	79 288	13 146
Total VI	1 993 642	642 885
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 012 641	938 587
Impôt sur les sociétés	9 867	2 653
Total des produits (I+III+V+IX+VI)	186 665 659	179 181 917
Total des charges (II+IV+VI+VII)	190 708 875	179 715 432
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 043 216	-533 515
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-3 716 638</i>	<i>340 674</i>
RESULTAT DE L'EXERCICE	-4 043 216,07	-533 515
REPRISE DE RESULTAT N-2	725 611	538 142
RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE	-3 317 605	4 627
Dont Résultat gestion propre	399 233	-336 048
Dont Résultat gestion contrôlée	-3 716 838	340 674

ASSOCIATION NATIONALE DE RECHERCHE ET D'ACTION SOLIDAIRE (ANRAS)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 3 chemin du Chêne Vert
31130 -FLOURENS

Comptes annuels : ANNEXE

Les comptes se caractérisent par les données suivantes au 31 décembre 2024 :

Total du bilan :	107 486 188 €
Résultat comptable - Déficit (avant reprise résultat N-2)	-4 043 216 €
Reprise résultat N-2	725 611 €
Résultat de gestion ou résultat effectif	- 3 317 65 €
- excédent de l'activité en propre	399 233 €
- déficit de l'activité sous contrôle	-3 716 838 €

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'association pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Préambule : Présentation de l'association

L'ANRAS, créée en 1972, est une association indépendante de tout courant philosophique, religieux ou politique. Elle poursuit le but « d'apporter à toute personne dont la situation physique ou matérielle, les difficultés psychologiques, intellectuelles, sociales ou familiales le rendent nécessaire, l'aide et les moyens contribuant à son bien-être, à la réalisation de toutes les potentialités, au plein exercice de ses droits, de sa citoyenneté, son insertion sociale, et plus généralement d'entreprendre toute action susceptible de concourir à ce but ou d'en faciliter la réalisation. »

L'association, à vocation sociale et médico-sociale en région Occitanie, participe à une mission d'intérêt général et d'utilité sociale dans le cadre de la solidarité nationale, dans les domaines de l'éducation, des soins, de la formation et de l'emploi, du logement, du cadre et des conditions de vie ; et en particulier, la création et l'adaptation d'établissements et services.

**L'Association compte 57 établissements dont 48 établissements en gestion contrôlée (74 services) et 9 en gestion propre,
La structure de l'Association est gérée par filières :**

Filière Protection de l'Enfance

16 MECS (maison d'enfants à caractère social) et CEP (centre éducatif et professionnel), 4 DDAOEMI, 1 SEVA, 2 CEF (centre éducatif fermé), un et 1 établissement APF (aide et protection des familles) avec 2 services ; d'AEMO (aide éducative en milieu ouvert) et MAGBF (mesures d'accompagnement à la gestion budgétaire familiale).

Filière Personnes Agées

8 EHPADs (établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes),

Filière Handicap Enfance Adulte

6 IME (institut médico-éducatif), 5 ITEP (institut thérapeutique éducatif et pédagogique)

1 foyer adulte handicapé, 1 ESAT (établissement et service d'aide par le travail),

Le budget de commercialisation de l'ESAT

Filière Cohésion Sociale et Siège Social

2 établissements Protection des Majeurs, le Siège Social, 4 RHJ (résidence habitat jeunes), une résidence sociale (résidence OCCITANIA), le service d'aide à la personne M.A.R.I.E et HUMALLIANCE, le centre de formation et la gestion Associative.

La capacité d'accueil des personnes accueillies représente environ 3000 personnes.

1. FAITS MAJEURS

- 1.1. Modifications du périmètre de l'association intervenues au cours de l'exercice
- 1.2. Autres faits majeurs ayant un impact significatif sur les comptes de l'exercice

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1. Principes comptables retenus par l'association
- 2.2. Changement de méthode de présentation
- 2.3. Changement de méthode d'estimation
- 2.4. Evénements postérieurs à la clôture
- 2.5. Organisation comptable
- 2.6. Comptes de liaison
- 2.7. Détermination du résultat

3. PRINCIPES COMPTABLES SPECIFIQUES

- 3.1. Immobilisations
- 3.2. Amortissements
- 3.3. Etat des créances usagers et autres créances
- 3.4. Valeurs mobilières de placement et autres titres
- 3.5. Fonds associatifs avec ou sans droit de reprise
- 3.6. Etat des Provisions réglementées
- 3.7. Etat des provisions
- 3.8. Etat des fonds dédiés
- 3.9. Etat des dettes
- 3.10. Etat des emprunts

4. AUTRES INFORMATIONS

- 4.1. Effectifs
- 4.2. Engagements hors bilan – Indemnités de fin de carrière
- 4.3. Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association
- 4.4. Régime fiscal
- 4.5. Honoraires du Commissaire aux comptes
- 4.6. Titre de participation
- 4.7. Dépenses refusées
- 4.8. Poids financier des secteurs
- 4.9. Bilan financier

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ANRAS

1. Faits majeurs

1.1 - Modifications du périmètre de l'association intervenues au cours de l'exercice

Le périmètre de l'Association s'est élargi en 2024 avec la création de deux nouveaux établissements dans l'Hérault, l'ARGANIER et l'AVERROES.

1.2 - Faits majeurs ayant un impact significatif sur les comptes de l'exercice

1.2.1 Mandat de gestion entre l'ANRAS et l'Association Emilie Claparède

1.2.2 Mesures sociales :

➤ Mesures d'extension aux professionnels de la filière socio-éducative

L'accord du 4 juin 2024 et la publication de l'arrêté d'agrément du 25 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale prévoit la mise en place d'une indemnité de 238 € brut par mois proratisée au temps de travail pour tous les personnels exerçant dans les associations et établissements qui entrent dans le champ de la BASSMS au titre de leur activité principale.

Cette mesure est appliquée rétroactivement depuis janvier 2024 aux salariés de l'ANRAS relevant de la convention 66. Le financement de cette mesure n'a pas été effectif sur les établissements relevant de la Cohésion Sociale et des Conseils Départementaux. Toutefois pour les établissements relevant de l'ARS, cette mesure a été financée.

Il a donc été acté de faire apparaître dans les comptes 2024 des établissements concernés une créance à hauteur de ce manque de financement. Cela représente un montant total de 1189 k€ qui n'a pas fait l'objet d'une dépréciation dans les comptes annuels.

1.2.3 Financement complémentaire : Crédits non reconductibles obtenus

L'Association a obtenu pour le CPOM Médico-social un total de CNR de 1387 k€ et pour les 8 Ehpad un montant de CNR de 2717 k€ ; soit un total de CNR de 4104 k€.

1.2.4 Le Conseil Départemental de la Haute Garonne nous a demandé de rembourser le trop versé de dotation globale de financement sur l'USU 31 à hauteur de 1394 k€, ce montant a été constaté en perte exceptionnelle sur l'exercice.

1-2-5 L'Association a bénéficié sur l'exercice d'un don de 490 000 € du fonds de dotation de l'ANRAS.

1.2.6 Autres faits majeurs

Les investissements les plus importants concernant la fin de la construction d'une unité d'hébergement à l'Accueil Commingeois pour 980 k€, le rachat du bail à construction de l'Ehpad St Joseph à CASTELNAU pour 650 k€, la fin des travaux de SAU INTERVALS pour 687 k€, des travaux cuisine et sécurité sur l'EHPAD STE MONIQUE pour 900 k€ et la fin des travaux de réhabilitation bureaux APF pour 354 k€.

2. Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Principes comptables retenus par l'association

Les conventions générales comptables pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels de l'exercice 2023 ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 15 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

Il a été également tenu compte des contraintes imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs des prestations pouvant entraîner des dérogations aux principes comptables.

2.2 - Changement de méthode comptable et de présentation

Aucun changement de méthode comptable et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.3 - Changement de méthode d'estimation

Aucun changement de méthode d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.4 - Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

2.5 - Organisation comptable

L'Association Nationale de Recherche et d'Action Solidaire (Anras) présente les comptes de son action au sein de comptes annuels qui correspondent à une seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements qui lui sont attachés sous le contrôle de tiers financeurs.

La tenue de comptabilité dans l'association est décentralisée dans les établissements.

La comptabilité de l'association est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure médico-sociale (EHPAD, IME, Foyer, MECS, ITEP ...) avec un analytique spécifique à chacun des services rattachés à ces établissements.

2.6 - Comptes de liaison

Les flux entre chaque comptabilité des établissements sont enregistrés au moyen de comptes de liaison. La trésorerie et les règlements aux tiers (fournisseurs, organismes fiscaux et sociaux, salariés ...) sont gérés par chaque établissement de l'association.

Au 31 décembre 2024, les comptes de liaison sont éliminés dans le cadre des opérations de neutralisation visant à établir les états financiers combinés de l'association.

2.7 - Détermination du résultat

Le résultat comptable de l'association est déterminé par différence entre les produits et les charges.

Le résultat comptable comprend :

- Le résultat définitivement acquis des activités en propre,
- Des résultats sous contrôle du tiers financeur.

Les établissements, y compris le siège, sont sous contrôle des A.R.S. ou des CD qui se prononcent sur l'opposabilité des dépenses et des ressources en application de l'article R.314-52 du C.A.S.F.

En ce sens, deux niveaux de résultats apparaissent :

- **Le résultat comptable** : Ce résultat respecte les principes et règles comptables en vigueur. C'est ce résultat, qui une fois consolidé, est certifié par les Commissaires aux comptes et approuvé par l'Assemblée Générale.
- **Le résultat de la gestion contrôlée** : Correspond au résultat comptable auquel on ajoute le résultat N-2 (c'est-à-dire pour l'exercice 2024, celui de l'année 2022).

Le résultat de l'association résulte de la compensation entre les excédents de certains établissements ou services avec les déficits de certains établissements ou services. Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne peuvent exister de fait (Hors établissements sous un même CPOM).

La distinction du résultat entre les budgets sous contrôle de la tarification et les budgets en gestion des fonds propres se répartit comme suit :

Résultat effectif global de l'entité

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE :	-4 043 216	-533 515
Reprise du résultat antérieur	725 611	538 142
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-3 317 605	4 627
dont résultat effectif sous gestion propre	399 233	-166 684
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-3 716 838	340 674

	2024	2023
Résultats effectifs	(en euros)	(en euros)
Etablissements	Réel	Réel
Secteur enfance	- 3 495 717	1 685 366
Secteur Personnes âgées	- 192	- 1 459 320
Secteur medico-social	- 321 790	- 89 179
Autres secteurs	117 452	146 659
Total établissements	- 3 700 247	283 526
- Siège	- 16 591	57 148
Total gestion contrôlée	- 3 716 838	340 674
Total gestion propre	399 233	- 166 684

EXPLICATIF DU REPORT A NOUVEAU

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
<i>Report à nouveau d'activités encadrées en attente d'affectation</i>	12 230 310	5 150 228
Excédent affecté à des mesures d'exploitation		634 049
Report à nouveau gestion contrôlée application règlement ANC 2018-06 (1)		1 520 389
solde débiteur	4 925 643	
<i>Report à nouveau sur gestion libre</i>	18 590 451	1 455 060
dont : - report à nouveau application règlement ANC 2018-06 (1) - dépenses rejetées Cumulées 7 804 053 € - provision congés payés comptes 115922, 115928; 6 095 477€		2 083 295
solde débiteur	15 052 096	
SOLDE	19 977 739	

3. Règles comptables spécifiques

3.1 - Immobilisations

Les immobilisations incorporelles regroupent les acquisitions de logiciels.

Les immobilisations corporelles regroupent les terrains, les constructions, les agencements, les matériels, et plus globalement les équipements dont la durée de vie est supérieure à une année d'exploitation.

Les règles concernant la définition, la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement de dépréciation des immobilisations corporelles ont été modifiées par le Comité de la Réglementation Comptable à travers le règlement n°2014-03.

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

J36/D16						
	En début d'exercice	Chgt périmètre	Augmentation	Diminution	Cpte à Cpte	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et développement	100 444					100 444
- Donations temporaires d'usufruit	0					0
- Concessions brevets licences marques logiciels	348 863		7 307	811		355 359
- Immobilisations incorporelles en cours						0
- Avances et acomptes						0
Immobilisations incorporelles	449 307	0	7 307	811	0	455 803
- Terrains	6 115 914		668 050			6 783 964
- Constructions sur sol propre	64 967 107	9 023	996 737		4 820 133	70 793 000
- Constructions sur sol autrui	17 381 358		1 908 080		-4 820 133	14 469 306
- Installations générales, agencements aménag. cons	39 332 596	151 970	3 462 987	249 837		42 697 716
- Installations techniques, matériel et outillage	13 741 975	-4 123	924 155	188 175		14 473 832
- Installations générales, agencements aménag. dive	93 836		6 503			100 339
- Matériel de transport	3 556 111		674 064	131 306		4 098 869
- Matériel de bureau et informatique mobilier	12 893 032	4 943	504 749	385 225		13 017 499
- Immobilisations corporelles en cours	3 931 834		2 413 738	5 515 253		830 319
- Avances et acomptes	0					0
Immobilisations corporelles	162 013 764	161 813	11 559 064	6 469 797	0	167 264 843
- Participations	278 860		15			278 876
- Autres participations	108 710			22 680		86 030
- Autres titres immobilisés	195 095			700		194 395
- Prêts et autres immobilisations financières	432 440		70 497	33 783		469 155
Immobilisations financières	1 015 106	0	70 512	57 163	0	1 028 455
ACTIF IMMOBILISE	163 478 177	161 813	11 636 883	6 527 771	0	168 749 101

3.2 - Amortissements des Immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux couramment retenus sont les suivants :

(L : Linéaire, D : Dégressif ; E : Exceptionnel)

Immobilisations corporelles	Amortissements pour dépréciation
Logiciels	1 à 3 ans (L)
Constructions	20 à 40 ans (L)
Agencements,	5 à 10 ans (L)
installations Matériels	3 à 10 ans (L)
Matériel de transport	3 à 5 ans (L)
Matériel informatique	3 à 5 ans (L)
Mobilier	5 à 10 ans (L)

Amortissement des immobilisations

J36/D16

	En début d'exercice	Chgt Périmètre	Augmentation	Diminution	Cpte à cpte	En fin d'exercice
- Frais établissement, recherche et dével	100 443					100 443
- Donations temporaires d'usufruit	0					0
- Concessions brevets licences marque	333 653		9 085	811		341 927
Immobilisations incorporelles	434 096	0	9 085	811	0	442 370
- Terrains	319 050		15 104			334 154
- Constructions sur sol propre	36 674 009	1 222	2 119 234		3 976 346	42 770 811
- Constructions sur sol autrui	12 850 944		260 178		-3 976 346	9 134 777
- Installations générales, agencements a	22 532 634	134 110	1 971 314	225 529		24 412 529
- Installations techniques, matériel et out	11 097 326	-494	662 714	185 144		11 574 402
- Installations générales, agencements a	31 203		8 202			39 405
- Matériel de transport	2 873 434		296 905	126 625		3 043 714
- Matériel de bureau et informatique, mo	10 763 112	515	718 905	384 429		11 098 103
- Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles	97 141 714	135 353	6 052 556	921 727	0	102 407 896
TOTAL AMORTISSEMENTS	97 575 810	135 353	6 061 641	922 538	0	102 850 266

3.3 – États des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

État des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève 18 866 155 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Participations	278 876		278 876
Prêts	194 395		194 395
Autres	469 155		469 155
Créances rattachées à des participations	86 030		86 030
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	14 532 606	14 532 606	
Autres	2 997 520	2 997 520	
Charges constatées d'avance	393 603	393 603	
Total	18 952 185	17 923 730	1 028 455

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés - produits à recevoir	61 264
Personnel - produits à recevoir	4288
Charges sociales - produit à recevoir	1 030 256
Impôts et taxes - produits à recevoir	1 063 805
Divers - produits à recevoir	394 917
Total	2 554 531

Provision sur actif circulant

	Provisions au début de l'exercice	Changement Périmètre	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Créances	195 923		24 832	159 145	61 610
Autres créances					
TOTAL	195 923	0	24 832	159 145	61 610

3.4 - Valeurs mobilières de placement et autres titres et trésorerie

➤ Placements

Dans le cadre d'un accord de mutualisation des comptes de trésorerie des établissements signé avec la banque Caisse d'Epargne, les excédents de trésorerie sont placés sous forme de valeurs mobilières de placement détenues par l'association sous forme de produits obligataires, de livret ou des dépôts à terme (6 mois à 5 ans) en conformité avec la réglementation.

Au 31 décembre 2024 ces placements représentent :

Placements	2024	2023	2022	2021
Livret B	1 070 311	329 166	2 469 815	3 218 983
Compte à terme + nantissement	982 584	1 660 711	2 010 253	1 757 385
Contrat Capitalisation	3 373 680	4 505 252	4 477 000	4 477 000
Valeurs mobilières		0	230 584	230 584
TOTAL	5 426 575	6 495 130	9 187 652	9 683 952

➤ Disponibilités

Le montant des disponibilités inscrit à l'actif pour un montant de **18 216 699 €** du bilan comprend les fonds des hébergés sous tutelles et curatelles pour un montant de **18 182 856 €**. En contrepartie figure au bilan passif dans le poste "autres dettes" un montant identique de 18 162 856 €.

Au titre de l'exercice, les soldes bancaires ont été compensés entre les soldes créditeurs et débiteurs. Le montant des soldes créditeurs compensés est de **-29 909 298 €** contre – 25 292 158 € en 2023.

3.5 - Fonds associatifs avec ou sans droit de reprise

Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture			Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
	Solde au 1er janvier 2024	Reclassement /périmètre	Solde au 1er janvier 2024				
Fonds propres sans droit de reprise	4 907 507		4 907 507				4 907 507
Fonds propres avec droit de reprise	10 561		10 561				10 561
Réserves	31 317 580		31 317 580	1 701 778		1 287 208	31 732 149
Report à nouveau	-18 178 550		-18 178 550	-1 409 744	336 165		-19 252 128
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-18 191 676		-18 191 676		-633 497	0	-18 825 173
Excédent ou déficit de l'exercice	-533 516		-533 516	533 516	-4 043 216		-4 043 216
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	340 674		340 674	-340 674	-3 716 838		-3 716 838
Situation nette	17 523 582	0	17 523 582	-876 228	-3 707 051	1 287 208	13 354 873
Subventions d'investissement	3 244 188		3 244 188		423 707	299 935	3 367 961
Provisions réglementées	4 160 200		4 160 200		25 040	5 456	4 179 785
TOTAL	24 927 970	0	24 927 970	-876 228	-3 258 303	1 592 598	19 200 841

3.6 - Les provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS	805 959			805 959
Amortissements dérogatoires	66 860		2 666	64 195
Plus-values de cession d'éléments d'actif	3 287 381	25 040	2 790	3 309 632
TOTAL	4 160 200	25 040	5 456	4 179 784

3.7 - Les provisions pour risques et charges

Les comptes de provisions pour risques et charges enregistrent les provisions constituées par l'association pour faire face à une obligation probable mais dont le montant et/ou l'échéance reste(nt) incertain(s). Il s'agit notamment des provisions pour litiges.

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	373 794	45 000	256 372	162 422
Provisions pour travaux	288 718		28 475	260 243
Pensions et obligations similaires ⁽¹⁾	1 814 061	246 740	510 489	1 550 312
Autres provisions pour risques et charges	48 777	27 117	43 777	32 117
TOTAL	2 525 350	318 857	839 112	2 005 094

3.8 - Les Fonds dédiés

LES FONDS DEDIES correspondent à des financements dont les dépenses n'ont pas été réalisées à la clôture de l'exercice mais pour lesquelles l'établissement s'est engagé à les effectuer.

ANRAS				Comptes annuels							
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES										Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024	
VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE			DOTATIONS CNR ACCORDE	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers		
	Montant global avant règlements ANC n°2018-08 et 2019-04	Impacts des règlements ANC n°2018- 08 et 2019-04	Montant global avec règlements ANC n°2018-08 et 2019-04 au 01/01/ 2020		Montant global	Dont rembourse ments		Montant global			
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement des investissements											
provisions pour renouvellement d'immobilisations	4 942 320,41	0	4 942 320		291 460			4 650 860			
Fonds dédiés investissement	817 761,09		817 761	374 455	102 316		1 217	1 091 117			
Contributions financières dons manuels											
EHPAD OSSUN			0					0			
TOTAL	5 760 082	0	5 760 082	374 455	393 776	0	1 217	5 741 977	0		
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement de mesures d'exploitations											
ITEP de Massip	24 990	0	24 990	114 111	14 247			124 854			
ITEP de St François	69 599	0	69 599	10 818	27 447			52 971			
ITEP ASTAZOU	20 383	0	20 383	7 253	4 287			23 349			
ITEP le Naridel	40 567	0	40 567	34 276	38 528			36 316			
IME St Jean Plaisance	60 237	0	60 237	55 925	56 039			60 122			
IME J. FORGUES	18 175	0	18 175	0	10 490			7 685			
IME St M. BISCAYE	26 105	0	26 105	1 000	23 216			3 889			
Echapée Verte	182 801	0	182 801	57 920	70 570			170 151			
IME l'Orangerie	101 201	0	101 201	2 460	25 397		1 217	77 048			
IME MATHALIN	21 359	0	21 359	9 276	16 639			13 996			
ESAT R. de Garonne	29 267	0	29 267	0	16 297			12 970			
FOYER Rives de Garonne	5 960	0	5 960		5 960			0			
MECS la Barthe	0	0	0					0			
EHPAD Ste Monique	1 200	0	1 200	10 000	1 200			10 000			
EHPAD Ste Thérèse	961		961		961			0			
EHPAD La Croix Bleue	1 361		1 361		1 361			0			
EHPAD St Joseph (OSSUN)	273 802	0	273 802	100 000	65 490			308 312			
EHPAD St Joseph (CASTELNAU)	47 321	0	47 321		14 607			32 714			
EHPAD St Joseph (CANTAOUS)	36 832	0	36 832	0	11 000			25 832			
EHPAD St Dominique (AUCH)	8 668	0	8 668	0	8 668			0			
EHPAD St Joseph (OUST)	4 000	0	4 000	0				4 000			
APF	19 552		19 552	0	3 481			16 071			
Protection des majeurs	38 464		38 464	28 824	8 521			58 768			
AT 65				1 000				1 000			
gestion associative				41 714				41 714			
TOTAL	1 032 807	0	1 032 807	474 577	424 406	0	-1 217	1 081 761	0		
TOTAL GENERAL	6 792 889	0	6 792 889	3 332	818 182	0	0	6 823 739	0		

3.9 - État des dettes

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :			
- à 1 an au maximum à l'origine			
- à plus de 1 an à l'origine	31 781 860	2 550 533	29 231 327
Emprunt et dettes financières divers	1 111 510	107 651	1 003 859
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 675 827	5 675 827	
Dettes fiscales et sociales	19 415 893	19 415 893	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	640 827	640 827	
Autres dettes (1)	18 677 238	18 677 238	
Produits constatés d'avance	449 159	449 159	
TOTAL	77 752 313	47 517 128	30 235 186

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice : +2 032 086

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice : 2 696 787 €

(1) Dont fonds déposés personnes majeurs protégées : 18 182 856 €

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	948 488
Personnel - congés à payer	7 643 880
Personnel - autres charges à payer	608 194
Etat charges a payer	32 318
Autres charges à payer	5 849
Total	9 238 729

3.10 - État des emprunts

Les emprunts sont souscrits auprès de plusieurs organismes bancaires.

La banque postale est le prêteur le plus important avec un en cours au 31 décembre 2024 de 8 233 515 €.

Le montant d'emprunt le plus élevé concerne le CEF DE NARBONNE pour 2757 000 €, l'ITEP ST FRANCOIS pour 2547 300 € et l'EHPAD ST DOMINIQUE pour 2500 000 €.

90% des emprunts sont souscrits sur une durée de 20 ans.

4 Autres Informations

4.1 - Effectifs

L'effectif de l'association est de 2773 personnes au 31 décembre 2024 (2692 au 31 décembre 2023).

La part des femmes au sein de l'Association est de 66.71%.

L'effectif cadre représente 335 salariés, soit 12%.

4.2 - Engagements hors bilan

- Indemnités de fin de carrière

Il a été procédé à l'évaluation des indemnités de fin de carrière pour tous les salariés en CDI inscrits à l'effectif de l'association au 31/12/2023 en appliquant les critères suivants :

- d'un départ à la retraite à l'âge de 64 ans,
- du taux de charges (sociales et fiscales) moyen applicable dans l'association sur l'année 2023, soit 50%,
- d'un taux d'actualisation de 3,17%
- d'un taux d'augmentation des salaires de 2,5 %,
- du taux de turn-over constaté sur l'année dans l'association,
- des indemnités dues selon la convention collective de l'établissement et selon l'ancienneté théorique du salarié à ses 64 ans, sur la base du salaire moyen des 3 derniers mois pour le personnel relevant de la convention collective de 1951 et 66.

La valorisation des indemnités de fin de carrière au 31/12/2024 est estimée à 12 978 K€ chargé.

Un montant de 2 millions d'euros avait été externalisé en 2021 sur les indemnités de fin de carrière avec la souscription d'un contrat de capitalisation, un montant de 644 k€ a été demandé en déblocage sur l'année 2024 ; le solde de ce contrat est de 1317 k€ au 31/12/2024.

Le montant des sommes comptabilisées au 31/12/2024 pour les indemnités de départ en retraite s'élève à 1550 K€.

- Garanties données et reçues :

Les engagements donnés en garantie des emprunts contractés concernent des prises d'hypothèques pour 2363 k€, des nantissements de titres pour 2085 k€, des garanties de prêteur de denier pour 2050 k€ et les engagements reçus concernent les cautions des collectivités locales et conseils généraux pour 1492 k€ (capital initial 2775 k€).

- Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature sont non significatives et leur valorisation n'apporte pas une meilleure compréhension à l'activité

4.3 - Rémunérations, avances et crédits aux administrateurs de l'association

Les membres du Conseil d'Administration, du Bureau et de l'Assemblée Générale sont tous des bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles ou salariés sont le Président, le Trésorier et le Directeur Général.

Le Président et le Trésorier n'étant pas rémunérés, la communication de cette donnée reviendrait à divulguer une information individuelle.

4.4 - Régime fiscal

L'association n'est soumise ni à la TVA, ni à l'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités, à l'exception de certains produits financiers soumis au taux de 10% ou 24%.

4.5 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes sur l'exercice 2024, au titre du contrôle légal des comptes, s'élève à 73 313 € TTC.

4.6 – Titres de participations

Le montant des titres de participation d'un montant de 280 424 € concerne principalement des titres du crédit coopératif en contrepartie des financements octroyés en 2017.

4.7 – Dépenses refusées

Les dépenses refusées par les autorités de Tarification relatives aux comptes administratifs s'élèvent en 2023 à 254 733 €. Le total cumulé des dépenses définitivement refusées est de 7 804 053 €. A cela se rajoute les dépenses rejetées sur des provisions constatées à hauteur de 334 907 € et constatées sur le compte 115928 dépenses non opposables par les financeurs.

4.8 – Poids financier des secteurs

SECTEUR	PROTECTION ENFANCE	I.M.E.	ITEP	ESAT	EHPAD	DIVERS	SIEGE SOCIAL	GESTION PROPRE	TOTAL
Capacité autorisée (nombre usagers)	1 643	438	229	60	481	423			3 274
% produits de tarification	59%	24%			15%	2%			100%
Résultat exercice affectable 2024	-3495717	-600103	261780	-45834	-192	179820	-16591	399233	-3317605
Résultat exercice affectable 2023	1 685 366	- 396 149	284 885	22 085	- 1 459 320	146 659	57 148	- 336 048	4 626

5-1– Bilan financier

ANRAS : BILAN FINANCIER DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE							
BIENS	2022	2023	2024	FINANCEMENTS	2022	2023	2024
Biens stables				Financements stables			
Immobilisations incorporelles nettes	14 049	15 211	13 433	Apports ou fonds associatifs	4 915 129	4 918 068	4 918 068
Immobilisations corporelles brutes				Réserves	472 410	472 410	786 683
Report à nouveau déficitaire sur gestion propre	601 443			Excédents affectés à l'investissement	15 198 437	15 931 883	16 035 990
Résultat déficitaire sur gestion propre	78 352	336 048		Réserve de compensation d'amortissements	2 935 401	3 627 882	4 310 125
				Report à nouveau excédentaire sur gestion propre			399 233
- Terrains	5 111 614	5 796 864	6 449 810	Résultat excédentaire sur gestion propre			3 367 961
- Constructions	115 579 370	121 680 241	127 960 021	Subventions d'investissements	3 000 121	3 244 188	3 367 961
- Installations, matériels et outillages techniques	13 430 889	13 737 853	14 473 832	Fonds dédiés sur investissements	5 900 076	5 760 082	5 741 977
- Autres immobilisations corporelles	15 573 183	16 547 923	17 216 707	Différences sur réalisations d'immobilisations	3 281 599	3 287 381	3 309 632
Immobilisations en cours	3 864 381	3 931 833	830 319	Emprunts - dettes financières	31 717 458	33 410 316	32 807 442
Immobilisations financières	971 583	1 015 105	1 028 455	Amortissements des immobilisations			
				- Constructions	68 345 143	72 058 566	76 318 116
Charges à répartir				- Installations, matériels et outillages techniques	11 079 111	11 096 832	11 574 402
dépenses refusées par les autorités tarifaires	7 350 105	7 549 321	7 804 053	- Autres immobilisations corporelles	12 986 008	13 668 266	14 181 222
dépenses refusées en attente de reprise	348 296	406 391	334 908	- Amortissements dérogatoires	71 068	66 860	64 195
Comptes de liaison investissement				- provision sur immobilisations financières			
TOTAL II	162 923 264	171 016 790	176 111 538	Comptes de liaison investissement			
FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT NEGATIF (I-II)	3 021 303	3 474 055	2 296 493	TOTAL I	159 901 961	167 542 734	173 815 046
Actifs stables d'exploitation				FONDS DE ROULEMENT D'INVESTISSEMENT POSITIF (I-II)			
Report à pour congés payés	5 126 117	5 418 942	5 760 570	Financements stables d'exploitation			
Report à nouveau déficitaire	1 995 672	5 682 735	6 712 258	Réserves de trésorerie	3 545 331	3 545 331	3 545 331
				Réserve de compensation	7 740 977	7 740 074	7 054 020
Résultat déficitaire	1 991 945		3 716 838	Résultat excédentaire		340 674	
Autres				Report à nouveau excédentaire affecté à :			
				- réduction des charges d'exploitation			
				- financement de mesures d'exploitation (11)	249 218	340 698	634 049
Comptes de liaison trésorerie (stable)				Provision congés payés	6 243 742	7 053 824	7 643 880
TOTAL IV	9 113 735	11 101 677	16 189 666	Provisions pour risques et charges	3 097 169	2 525 350	2 005 094
FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION NEGATIF (III-IV)				Fond dédiés fonctionnement	1 369 537	1 032 807	1 081 761
FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL NEGATIF				Provisions réserve de trésorerie	805 959	805 959	805 959
Valeurs d'exploitation				Comptes de liaison trésorerie (stable)			
Stocks				TOTAL III	23 051 932	23 384 716	22 770 095
Avances et acomptes versés	36 589	29 158	81 909	FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION POSITIF (III-IV)	13 938 197	12 283 040	6 580 429
Organismes payeurs, usagers	11 050 709	12 853 697	14 532 606	FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL POSITIF	10 916 894	8 808 984	4 283 936
Créances diverses d'exploitation	1 692 830	1 420 802	2 997 520	Dettes d'exploitation			
Créances irrécouvrables en non-valeur				Avances reçues	278	2 302	2 424
Charges constatées d'avance	357 721	381 484	393 603	Fournisseurs d'exploitation	3 997 384	5 200 119	5 675 827
Autres				Dettes sociales et Fiscales	11 039 923	10 774 402	11 772 012
Comptes de liaison exploitation		0	0	Dettes diverses d'exploitation	555 417	667 140	494 382
TOTAL VI	13 137 848	14 685 140	18 005 639	Provisions pour dépréciation	147 459	195 923	61 610
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (VI-V)				Produits constatés d'avance	225 426	350 992	449 159
Liquidités				Ressources à reverser à l'aide sociale			
Valeurs mobilières de placement	9 187 652	6 495 130	5 426 575	Fonds déposés par les résidents			
Disponibilités	5 979 219	5 771 799	33 892	Autres			
Autres				Comptes de liaison exploitation			
Comptes de liaison trésorerie				TOTAL V	15 965 887	17 190 877	18 455 414
TOTAL VIII	15 166 871	12 266 929	5 460 467	EXCEDENT DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (VI-V)	2 828 039	2 505 737	449 775
TRESORERIE POSITIVE (VIII-VII)	13 744 933	11 314 721	4 733 711	Financements à court terme			
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	200 341 718	209 070 535	215 767 310	Fournisseurs d'immobilisations	1 334 130	858 553	640 827
				Fonds des majeurs protégés			
				Concours bancaires courants			
				Ligne de trésorerie			
				Intérêts courus non échus	87 808	93 655	85 928
				Autres			
				Emprunt de trésorerie			
				Comptes de liaison trésorerie			
				TOTAL VII	1 421 938	952 208	726 756
				TRESORERIE NEGATIVE (VIII-VII)			
				TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	200 341 718	209 070 536	215 767 310

